m'avoir aidée dans cette campagne de sensibilisation à la sécurité routière.

En terminant, je souhaite un succès percutant aux corps policiers de la communauté d'Ottawa—Carleton dans leur campagne «Boucler la ceinture», pour les deux semaines qui viennent.

* * *

LA FISCALITÉ

L'ÉLIMINATION DES FAILLES DU SYSTÈME

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, l'ancien gouvernement libéral a provoqué la pire fraude fiscale de l'histoire du pays dans le cadre d'un crédit d'impôt pour stimuler la recherche en 1983-1984. Les Marc Lalonde, les John Turner, Pierre Elliott Trudeau et les libéraux ont fait perdre des milliards de dollars aux Canadiens.

Au début de 1984, le gouvernement libéral, par l'entremise du ministère des Finances, a su que ce programme de déduction fiscale pour la recherche scientifique présentait des problèmes et le libéral Marc Lalonde avait prévu que le programme ne coûterait que 200 millions de dollars. C'est 3.5 milliards de dollars qu'il a coûté, et jusqu'à 1.9 milliard de dollars de cette somme auront été perdus à la suite de fraudes.

A Victoria, un mécanicien de 28 ans s'inscrit à un cours d'initiation aux ordinateurs, fonda une entreprise de recherche en informatique et reçut cinq millions de dollars en vertu du programme. Aux dernières nouvelles, il était à Hong Kong, en train de faire la promotion d'un livre sur le *break dancing*.

A Calgary, un entrepreneur bénéficia de 30 millions de dollars. Il acheta deux immeubles à bureaux, une Jaguar et un ranch de 160 acres avant de disparaître à son tour.

Monsieur le Président, Michael Wilson a eu l'intelligence et le doigté d'annuler le programme peu de temps après la prise du pouvoir en 1984 par les conservateurs, mais les Canadiens et les Canadiennes devraient être informés davantage sur cette faillite libérale.

* * *

● (1410)

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES RESSOURCES EN EAU

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, je voudrais protester contre le fait qu'on ait bradé les eaux canadiennes dans l'accord de libre-échange conclu entre le Canada et les États-Unis. En échange d'un tribunal de règlement des différends nettement insuffisant, les négociateurs américains ont obtenu le droit d'utiliser à l'avenir les ressources canadiennes comme si elles appartenaient à leur pays.

Le projet du canal Grand qui permettrait de transférer des quantités volumineuses d'eau douce du Bouclier canadien au sud-ouest des États-Unis devient plausible du jour au lendemain.

Article 21 du Règlement

Robert Bourassa qui en a lancé l'idée avant les dernières élections du Québec et Simon Reisman qui avait fait pression en ce sens avant de devenir le négociateur du gouvernement en matière de libre-échange, en sont naturellement ravis. Toutefois, les besoins des autochtones, l'écologie de la baie James et le climat du centre du Canada seront sacrifiés à la cupidité des Américains prodiges en matière de consommation d'eau.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas protesté contre les subventions flagrantes accordées aux fruiticulteurs et maraîchers américains dont on n'exige que 13 \$ pour une eau qui en vaut 350 \$? Pourquoi n'a-t-on pas exigé des droits compensateurs en contrepartie de cette subvention pour décourager les entreprises américaines de reluquer les ressources canadiennes? A l'avenir, les Canadiens achèteront-ils davantage de fruits et de légumes cultivés grâce à l'eau du Bouclier canadien?

* * *

LA CONSOMMATION

LES VÊTEMENTS DE NUIT DES ENFANTS—L'IMPOSITION DE NORMES D'INFLAMMABILITÉ

M. W. Paul McCrossan (York-Scarborough): Monsieur le Président, voilà neuf ans que je signale régulièrement le fait que, chaque année, en moyenne 20 enfants âgés de moins de 10 ans ont subi de graves brûlures quand leur pyjama a pris feu et que de tels accidents ont même fait une ou deux victimes par an. En mai dernier, j'ai déposé une motion d'initiative privée pour inciter le gouvernement à établir de nouvelles normes pour les vêtements de nuit ignifugés destinés aux enfants.

C'est avec beaucoup de satisfaction personnelle que j'annonce à la Chambre que, à compter de cette semaine, les chemises de nuit pour garçons et fillettes, les peignoirs, robes de chambre, sorties de bain, pyjamas et nuisettes de la taille du nourrisson à la taille 14X sont désormais assujettis à des normes d'inflammabilité très rigoureuses.

A mon avis, le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Andre) mérite les remerciements des parents canadiens pour avoir veillé à éviter à l'avenir que 20 autres enfants par an ne soient grièvement brûlés et qu'un ou deux enfants par an n'y laissent la vie.

* * *

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

LA SITUATION DES EMPLOYÉS AYANT PRIS UNE RETRAITE ANTICIPÉE

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour offrir mon soutien à ceux qui ont pris une retraite anticipée lorsqu'ils ont quitté la Société de développement du Cap-Breton en 1974-1975. Le but de cette initiative à l'époque était de continuer à employer les travailleurs touchés aux termes d'un contrat d'emploi passé avec la Société de développement du Cap-Breton, de façon qu'ils demeurent admissibles à divers avantages sociaux.